

L'Automobile Club Association refuse le projet de hausse de 15 % des prix du gazole

La Commission des Affaires Economiques et Monétaires du Parlement Européen doit débiter l'examen, **cet après-midi 7 novembre 2011**, du projet de Directive restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Le projet de la Commission vise à augmenter sensiblement la fiscalité du gazole, par rapport à celle de l'essence, pour aboutir en 2013 à une hausse moyenne de 8 à 15 % des prix du gazole.

L'Automobile Club Association **refuse une telle perspective** car :

- cela serait une mauvaise nouvelle pour l'environnement. La consommation de carburant des moteurs diesels est en moyenne 25% plus faible que celle des moteurs à essence, et émet en moyenne 20g de CO2 de moins par km qu'un modèle comparable à essence. Une fiscalité plus élevée pour le gazole entraînera une baisse des ventes de véhicules diesel et une augmentation des émissions de CO2 (*en France, augmentation moyenne de 4g/km des émissions de Co2 - source CCFA-*)

- cela serait une mauvaise nouvelle pour l'automobiliste, qui a été largement incité, partout en Europe et particulièrement en France, à acheter des véhicules diesels plus chers à l'achat mais plus économes en carburant, pour aboutir à une « diésélisation » importante du parc (56% du parc automobile au 31/12/2009 contre 36% au 31/12/2000). L'automobiliste qui aura fait le choix du diesel aura donc été ponctionné plus lourdement à l'achat, et s'apprête à l'être plus lourdement à l'usage !

- cela serait une charge insupportable pour 90 % des Français et des Françaises, qui utilisent la voiture tous les jours ou presque. Didier BOLLECKER, Président de L'Automobile Club Association rappelle que « ***l'automobile reste l'outil de mobilité essentiel, voire vital, à l'activité économique et sociale de notre pays. Dans un contexte de crise économique, les coûts des carburants représentent une charge très lourde pour les 36 millions d'automobilistes. Accepter une nouvelle hausse fiscale frapperait dramatiquement et en priorité les habitants des banlieues, des campagnes et des petites villes, et plus généralement les plus modestes d'entre nous, qui n'ont pas la chance de pouvoir habiter dans les quartiers centraux des grandes villes*** ».